



Le 4 octobre, Reprenons l'offensive, tous en grève !

La semaine dernière ont été annoncés les bénéfices, sur les six premiers mois de l'année, des 40 plus grandes entreprises, celles du CAC 40 : en moyenne, 32 % de hausse, soit plus de 40 milliards. Les profits sont florissants, exceptionnels et s'affichent comme une cynique provocation alors que la pauvreté entraîne des drames, que les difficultés des chômeurs comme de la grande majorité des salariés ne cessent de s'aggraver.

Les richesses existent bien. La question est de savoir à qui elles profitent : à ceux qui les produisent ou à ceux qui les dilapident dans des opérations et spéculations financières ou dans le luxe.

FAIRE ECHEC AU GOUVERNEMENT

Indifférent au vote de la majorité de la population, le 29 mai dernier, le gouvernement l'est tout autant aux drames, aux détresses, aux difficultés qu'elle rencontre. Il ne se préoccupe que d'une chose : aider et servir les classes riches.

La réforme de l'impôt qu'il vient de concocter est, à elle seule, tout un programme. Elle diminue le nombre de tranches, donc la progressivité de l'impôt sur le revenu, et diminue aussi la part imposable pour les plus hauts revenus tout en préparant une réforme de l'impôt sur les grandes fortunes, avant de le supprimer.

Dans le même temps, ce gouvernement s'attaque aux plus faibles, les chômeurs : il veut les culpabiliser et menace de baisser, puis de supprimer les indemnités de ceux qui refuseraient un emploi au rabais.

Cela, alors qu'il ne se passe pas une semaine sans que soient annoncés de nouveaux licenciements, Hewlett-Packard, puis Sony... La liste n'est pas close.

Une telle politique dominée par l'avidité des classes dominantes est non seulement injuste, inhumaine, mais elle conduit à une catastrophe.

IMPOSER UNE AUTRE LOGIQUE

Les travailleurs de la SNCF ont raison de se battre contre la privatisation de leur entreprise, car derrière se

profilent les licenciements, les baisses de salaires, la dégradation des conditions de travail et de la qualité du service rendu aux usagers. Ils ont raison comme ceux d'EDF ou les cheminots qui s'opposent à la politique de rentabilité financière qui aboutit à la privatisation ou aux suppressions des lignes dites non-rentables.

C'est la même politique qui sacrifie le logement social pour favoriser la spéculation immobilière.

Cette politique, soumise aux seuls besoins de l'aristocratie financière qui domine le pays, conduit à un recul général des conditions de vie de la grande majorité de la population et prépare une crise économique majeure.

Il y a urgence à imposer une autre logique, une logique fondée sur la satisfaction des besoins de la population et en particulier des plus défavorisés : abrogation des ordonnances Villepin, revalorisation générale des salaires, 300 euros pour tous, interdiction des licenciements, arrêt des privatisations, embauche massive dans les services publics...

PREPARER LA SUITE

Il est clair que le gouvernement ne peut comprendre que le langage de la force. Le patronat aussi. Ce ne sont pas les déclarations de sa nouvelle présidente sur le dialogue social et le diagnostic partagé qui pourraient créer la moindre illusion.

Villepin s'était donné cent jours pour établir la confiance. Celle-ci n'était pas au rendez-vous, mais les travailleurs eux y seront, dans la grève et dans la rue. Ce gouvernement n'a pas plus de légitimité aujourd'hui qu'hier. Le moment est venu de prendre l'offensive. Tous les syndicats appellent, les collectifs du 29 mai et les partis du Non aussi.

Tous ensemble, dans l'unité et la démocratie, préparons cette journée, tenons des réunions, des assemblées générales, entraînon les hésitants pour en faire un succès qui ouvre la voie à un mouvement d'ensemble.

Le 26/09/05

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :